

Retraites: l'élévation de l'âge de la retraite des femmes n'est pas tabou : la priorité, c'est l'amélioration de la condition des rentières et rentiers modestes

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2018)**

Heft 2195

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023213>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Retraites: l'élévation de l'âge de la retraite des femmes n'est pas tabou

La priorité, c'est l'amélioration de la condition des rentières et rentiers modestes

Jean-Daniel Delley - 23 février 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32848>

L'élévation de l'âge de la retraite des femmes a quelque peu agité le monde syndical. Elle fut certes acceptée sans enthousiasme par les principales organisations (USS, Unia, SSP notamment) dans le cadre du compromis adopté de justesse par le Parlement (Prévoyance vieillesse 2020). Mais elle a conduit quelques sections, essentiellement en Suisse romande, à faire sécession et à lancer le référendum.

Pour comprendre cette opposition, il faut rappeler que les syndicats ont longtemps refusé de toucher à l'âge de la retraite des femmes. S'ils ont finalement accepté le passage à 65 ans pour ces dernières, c'était pour sauver PV 2020, une solution de compromis qui paraissait acceptable compte tenu du rapport des forces en présence.

Après l'échec populaire de PV 2020, les syndicats sont retournés sur leur ligne de défense initiale: pas question de revenir avec un projet qui fixerait à 65 ans l'âge de la retraite pour tous, ont [décidé](#) les délégués de l'USS. Ce faisant, ils préparent le terrain pour une nouvelle contestation interne, dans le cas où un compromis différent associerait cette égalisation de l'âge de la retraite à des avantages

substantiels en faveur des rentiers les plus modestes. Et surtout ils semblent ignorer l'évolution de l'opinion sur ce thème.

En effet, l'[analyse des résultats](#) de la votation du 24 septembre dernier montre que l'exigence d'égalité salariale entre les sexes n'a pas constitué un motif déterminant du rejet de PV 2020: 40% des sondés considérant cette exigence comme importante ont néanmoins soutenu le projet. Par ailleurs le dernier [sondage Vimentis](#) révèle pour la première fois qu'une majorité se dessine en faveur d'un relèvement de l'âge de la retraite.

C'est dire que la défense du *statu quo* devient un atout beaucoup moins solide dans la négociation. L'exigence d'une égalité salariale préalable à toute élévation de l'âge de la retraite des femmes feint d'oublier que l'AVS procède à une [redistribution importante](#) en faveur des femmes. Alors que ces dernières versent 33% des cotisations, elles bénéficient de 56% des prestations, et cela en moyenne pendant quatre ans de plus que les hommes. En outre, grâce notamment aux bonifications pour tâches éducatives et au *splitting*, leurs rentes ne sont inférieures que de 3% à celles

des hommes.

L'inégalité salariale, même en régression constante, justifie une mobilisation continue. Mais dans le cadre de l'AVS, le combat prioritaire doit viser l'amélioration de la condition des rentiers modestes, par ailleurs en majorité des rentières. Car près d'un quart des femmes exerçant une activité lucrative ne bénéficient pas de la prévoyance professionnelle et plus de la moitié d'entre elles gagnent moins de 55'000 francs par an.

C'est pourquoi l'égalisation de l'âge de la retraite doit impérativement s'accompagner de mesures en faveur des personnes les moins favorisées: retraite anticipée sans diminution de rente pour celles qui ont débuté très jeunes dans la vie active, augmentation de la rente pour les bas salaires par exemple.

Il faut s'en souvenir: la 10e révision de l'AVS a trouvé grâce devant le peuple (60,7% de oui) en 1995 malgré l'opposition des syndicats. Et ce grâce à des compensations substantielles, partie intégrante du paquet soumis au vote (*splitting*, bonus éducatif, amélioration des rentes pour petits revenus, moindre réduction des rentes en cas de retraite anticipée pendant une

période transitoire).

Voilà un champ ouvert pour

baliser la prochaine révision de l'AVS, un champ que la gauche se doit d'occuper plutôt que de

camper sur des positions qui risquent bien de ne plus pouvoir être tenues longtemps.

Crise de la social-démocratie, mais pas seulement

Nous poursuivons le débat engagé par Wolf Linder et Mario Carera avec un éclairage libéral

Olivier Meuwly - 22 février 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32840>

La crise que traversent les partis d'obédience sociale-démocrate ne concerne pas que les gens se sentant de gauche. Les malheurs dans lesquels sont empêtrés les PS allemand, français ou italien ne peuvent laisser indifférents les observateurs et autres acteurs de la vie politique.

Car les problèmes du socialisme ne sont qu'un reflet supplémentaire du trouble qui s'est saisi de l'ensemble des forces politiques, face à des mutations socioéconomiques perturbantes. La droite ne sait plus sortir du conflit entre libéralisme et conservatisme; la gauche est à son tour confrontée à des choix délicats. Y compris en Suisse où les partis politiques sont soumis à d'irrévérencieuses secousses, ne devant leur stabilité qu'à une démocratie directe tribulaire malgré tout d'un système politique en état de marche...

Tout en rappelant son attachement au socialisme, Wolf Linder ([DP 2193](#)) s'interroge sur les raisons du déclin des idéaux qui lui sont chers. Son parti, le PSS,

n'échappe pas à son regard critique. Alors qu'il fait partie inhérente du système, reconnaît-il, il semble s'enfermer dans un «*cul-de-sac*», selon l'expression de l'auteur lui-même. Si le PSS parvient à marquer sa différence et à peser sur l'action politique, il a abandonné certains domaines et s'est aliéné son électorat habituel. Sa politique migratoire, et surtout ses choix sociétaux, lui font privilégier une politique en faveur des minorités, voire de groupes marginaux, au détriment de la clientèle du parti, plus sensible aux questions d'égalité salariale qu'à la défense des droits humains perçus dans leur réception abstraite. Les questions économiques sont ainsi évincées au bénéfice de problèmes éthiques importants, mais peut-être moins urgents. Pour Linder, un rééquilibrage s'impose afin que le socialisme puisse jouer son rôle dans une société déstabilisée par une mondialisation numérique que personne ne paraît contrôler.

Les articles de Wolf Linder font écho à une interview de l'essayiste de gauche [Jacques](#)

[Julliard](#), publiée dans *L'Obs* en octobre 2017. Le biographe de l'anarcho-syndicaliste Ferdinand Pelloutier présente une analyse de la social-démocratie à bien des égards semblable à celle que propose le politologue bernois. Lui aussi estime que la gauche française «*a abandonné son système de valeurs et modifié son modèle culturel*»; lui aussi observe avec dépit le «*tête-à-queue idéologique*» effectué par son camp en délaissant son terrain traditionnel pour s'alanguir dans l'obsession d'une lutte contre les discriminations, sans doute légitime, mais de plus en plus en porte-à-faux avec l'égalité sociale dont le socialisme devrait être le chantre. Jean-Pierre Le Goff, dans [Malaise dans la démocratie](#), ou Marcel Gauchet, dans [Le nouveau monde](#), parvenaient à des constats similaires.

Or la lutte contre les inégalités comme fin en soi peut paradoxalement, selon Julliard, se retourner contre les buts prioritaires du socialisme. Ainsi au chapitre de l'éducation, au nom de l'égalitarisme, la culture générale est tombée